



Traduire les recommandations du PNR 69 en termes politiques

La réglementation politique du système alimentaire est complexe. Une multitude d'acteurs interviennent dans les domaines politiques de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et de la santé publique. Un groupe de recherche a examiné la manière dont la politique suisse pourrait tenir compte des recommandations issues des différents projets du PNR 69, ainsi que le rôle que les décideurs politiques devraient jouer à cette fin. Pour ce faire, le groupe a analysé les domaines politiques appropriés. Il en conclut que les mesures en matière de politique de santé publique sont encore peu développées en Suisse. Par ailleurs, les différentes réglementations et incitations de la politique agricole sont parfois contradictoires.

Le PNR 69 a généré un large éventail de résultats dans des domaines aussi divers que l'agronomie, les sciences de la santé et la recherche sur la durabilité. Sur la base de leurs résultats, les groupes de recherche ont adressé des recommandations aux décideurs politiques et aux différentes parties prenantes actives dans le système alimentaire. Le groupe de recherche du projet «Analyse

des politiques» a compilé toutes les recommandations issues du programme et a examiné comment elles pourraient être intégrées dans les politiques actuelles suisses. L'étude a ainsi évalué les possibilités de mise en œuvre des recommandations issues des projets de recherche dans le cadre des stratégies politiques actuelles.

La politique agricole suisse a une longue tradition: le groupe de recherche a identifié un conflit entre les exigences du marché libre et les interventions visant à protéger les producteurs locaux.



Différents instruments politiques

Dans un premier temps, l'équipe de recherche a analysé trois domaines du paysage politique suisse qui touchent à la réglementation du système alimentaire: la politique agricole, la sécurité alimentaire et la politique de santé publique. Différentes mesures sont mises en œuvre pour atteindre les objectifs spécifiques fixés dans chacun de ces domaines politiques. Les chercheuses et chercheurs distinguent les réglementations, dont le non-respect a des conséquences négatives, les incitations et les mesures d'information. Ils ont démontré que la politique agricole suisse repose avant tout sur des réglementations et des incitations sous la forme de subventions pour certains services. Dans le domaine de la sécurité alimentaire, la qualité des aliments est garantie par des réglementations légales et des systèmes de contrôle stricts. La politique de santé suisse dans le domaine de l'alimentation fonctionne autrement: dans ce domaine, les mesures d'information sont actuellement privilégiées pour atteindre les objectifs politiques. Pour le groupe de recherche, cette absence de réglementation et d'incitations est liée au fait que la politique de santé est un domaine politique récent et encore en développement.

Contradictions dans la politique agricole

Dans un deuxième temps, les chercheuses et chercheurs ont regardé s'il existe des objectifs ou des mesures contradictoires dans chacun de ces domaines politiques. Ils ont également cherché des éventuels conflits et synergies entre ces domaines. Leur analyse révèle que les objectifs fixés par la politique suisse dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la santé publique sont fondamentalement cohérents. Aucune contradiction notable n'a été identifiée, ni au sein de ces domaines politiques, ni par rapport à d'autres domaines. L'étude a en revanche mis en lumière certains objectifs contradictoires dans la politique agricole, qui a une

longue tradition. Il existe un conflit de fond entre les exigences du marché libre et les interventions visant à protéger les producteurs locaux. En outre, certaines mesures de politique agricole plus récentes destinées à protéger l'environnement sont en contradiction avec l'objectif d'assurer la sécurité alimentaire de la population par une agriculture aussi productive que possible. Ces objectifs de politique agricole parfois incohérents requièrent une coordination permanente entre les différentes mesures.

Le groupe de recherche voit aussi un conflit potentiel dans la coopération entre les acteurs étatiques et les différents acteurs privés qui sont impliqués de manière décisive dans l'élaboration et la mise en œuvre des mesures politiques dans ces trois domaines. Des tensions peuvent apparaître dans le cadre des collaborations entre les administrations et les grands distributeurs, les organisations environnementales, les associations d'agriculteurs ou les organisations de la santé. Un effort constant de coordination de la part de l'Etat est donc nécessaire.

Différents rôles pour les décideurs

Dans une troisième étape, le groupe de recherche a examiné les résultats et les recommandations des 22 projets de la première phase de recherche du PNR 69. Alors que certains projets ont abouti à des recommandations concrètes et immédiates pour l'adaptation du système alimentaire, d'autres concluent à la nécessité de poursuivre les recherches. Les rôles que les décideurs politiques devraient jouer pour faire le meilleur usage possible des résultats de ces projets sont tout aussi variés. L'analyse des politiques sépare les projets du programme en trois catégories. Dans chacune d'entre elles, les décideurs politiques jouent un rôle principal différent dans la mise en œuvre des recommandations.

Recommandation

Coordination et gestion flexible des différents rôles

L'analyse politique montre la complexité de la mission consistant à rendre le système alimentaire plus durable tout en tenant compte des conséquences de l'alimentation sur la santé. D'une part, le groupe de recherche recommande aux décideurs politiques de toujours assumer le rôle correspondant à chacun des projets, afin de traduire les résultats de

recherche en ajustements politiques le plus facilement et profitablement possible. Les décideurs politiques devraient agir comme facilitateurs, moteurs ou observateurs. D'autre part, ils devraient coordonner les adaptations des objectifs et des mesures politiques qui résultent des projets de recherche avec tous les acteurs qui composent le système politique.

**Mise en oeuvre des recommandations
issues des projets du PNR 69:
rôle des décideurs politiques**

1. Facilitateurs

Emissions des vaches
Porcs en santé
Panier bio
Functional Food
Prévenir l'obésité
Vitamine D
Citoyens-consommateurs
Système agro-alimentaire durable

2. Moteurs

Charge en métaux
Nano conservation
Bactéries conservantes
Stimuler la santé
Consommation de sel
Pertes de nourriture
Inégalité sociale

3. Observateurs

Céréales sûres
Production laitière durable
Staphylocoques
Fibres alimentaires
FOODBALL
Fer et zinc
MIRDIET

1. La première catégorie réunit les projets dont les recommandations peuvent être mises en œuvre relativement facilement et sans grande résistance du système politique. Ces recommandations s'accordent avec les objectifs politiques actuels et il n'existe pas d'opposition fondamentale: les décideurs politiques assument donc le rôle de *facilitateurs*. Ils créent le cadre légal approprié à la mise en œuvre des recommandations et en informent toutes les parties prenantes concernées.

2. La deuxième catégorie regroupe les projets avec des recommandations d'actions concrètes qui sont susceptibles de se heurter à la résistance de certains groupes cibles. Pour pouvoir mettre en pratique ces recommandations, les autorités et les acteurs politiques doivent assumer le rôle de *moteurs* et envisager des réglementations et des incitations fortes.

3. La troisième catégorie comprend les projets qui ne peuvent pas (encore) être traduits en recommandations concrètes pour des adaptations du système alimentaire, mais qui nécessitent des recherches et des clarifications supplémentaires. Comme les recherches approfondies dans ces domaines pourraient déboucher sur des recommandations politiques concrètes à l'avenir, les décideurs jouent un rôle d'*observateurs* sur le long terme. Ils encouragent la poursuite des recherches et proposent aux parties prenantes des incitations à long terme.

Plus
d'informations:
www.pnr69.ch

Le tableau montre les différents rôles que les décideurs politiques devraient assumer pour tirer le meilleur parti des résultats des projets de recherche et favoriser ainsi le développement d'un système alimentaire plus sain et durable.